Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 30 n°37 Edmonton, semaine du 11 au 17 octobre 1996 16 pages 60¢

Cette année

La fonction publique fédérale n'a jamais été aussi francophone et bilingue

OTTAWA (APF) — **Les compressions budgétaires au sein de la fonction publique fédérale, qui ont entraîné la suppression de nombreux postes, ont eu l'effet inattendu d'augmenter le taux de participation des francophones dans l'appareil fédéral.**

Le pourcentage de fonctionnaires francophones atteint maintenant 29 pour cent selon le rapport annuel du Conseil du Trésor pour l'année 1995-1996. Il s'agit d'une hausse de 1 pour cent par rapport à l'année précédente et du plus haut pourcentage de francophones de toute l'histoire de la fonction publique fédérale.

Le pourcentage de fonctionnaires fédéraux franco-phones a également augmenté de 2 pour cent au Nouveau-Brunswick (34 pour cent) et de 1 pour cent dans la région de la capitale nationale (39 pour cent) et dans les autres provinces de l'Atlantique (4 pour cent). Il est resté stable à 2 pour cent dans l'Ouest et le Nord et à 5 pour cent en Ontario (5 pour cent).

«L'augmentation relative des francophones dans la fonction publique en 1996 est attribuable aux réductions d'effectif et s'explique du fait que les anglophones étant généralement plus âgés que les francophones ils se sont prévalus en plus grand nombre de leur droit à la retraite», explique-t-on dans le rapport du Conseil du trésor.

Le pourcentage de postes bilingues atteint aussi des sommets inégalés dans l'histoire de la fonction publique. Malgré une diminution de 7 pour cent des effectifs, 31 pour cent des postes sont maintenant bilingues, comparativement à 29 pour cent en 1995. En 1974, seulement 21 pour cent des postes étaient bilingues. On note aussi une diminution de 7 pour cent du nombre de postes unilingues anglais.

Le bassin d'employés bilingues n'a jamais été aussi élevé que cette année. En 1996, 37 pour cent de tous les fonctionnaires fédéraux étaient bilingues, en hausse de 2 pour cent par rapport à l'année 1995. Résultat: le nombre d'heures en formation linguistique a chuté de 400,000 en l'espace d'un an, ce qui a permis au gouvernement d'économiser plus de 16 millions de dollars.

Le pourcentage de surveillants bilingues a aussi augmenté en un an. Neuf superviseurs sur dix seraient maintenant capables de s'adresser à leurs employés dans leur langue maternelle.

Selon le directeur du Programme des langues officielles au Conseil du Trésor, M. Gérard Finn, la réduction des effectifs n'a eu aucune incidence négative sur le service au public, qui doit être obligatoirement offert dans les deux langues officielles dans 27 pour cent des bureaux fédéraux. Le rapport indique toutefois que certains bureaux fédéraux n'offrent pas encore un service de qualité dans les deux langues officielles.

Même si le rapport dresse un bilan positif, il y a quelques ombres au tableau. Ainsi, la haute direction a encore de la difficulté à fonctionner dans les deux langues officielles. Seulement 59 pour cent des hauts fonctionnaires qui occupent des postes bilingues, dans des régions bilingues, sont actuellement en mesure de s'exprimer couramment en français et en anglais. Le gouvernement leur a donné jusqu'au 31 mars 1998 pour qu'ils soient tous en mesure de travailler couramment dans les deux langues officielles, mais il admet déjà qu'il aura de la difficulté à atteindre cet objectif. L'aver-tissement date...de 1988!

Le programme des langues officielles au sein du gouvernement fédéral a coûté 264,9 millions de dollars en 1995-1996, en baisse de 17 pour cent par rapport à l'année précédente.

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

10015349 XX119 (1) 16L 6
MICROFILM INC. SOCIETE CANADIENNE DU
464 RUE SAINT-JEAN
MONTREAL PQ H2Y 2S1

Banque de développement du Canada

Sarah Deschênes au poste de vice-présidente

PATRICIA HÉLIE


Sarah Deschênes

CALGARY — **Au début du mois de juin 1996, la Banque de développement du Canada effectuait une restructuration de son réseau canadien. De cinq secteurs qu'elle avait, on en retrouve maintenant dix-sept. La nouvelle vice-présidente et directrice pour le secteur de l'Alberta est Mme Sarah Deschênes de Calgary.**

Originaire de Montréal et habitant Calgary depuis quatre ans, elle a commencé à travailler à la BDC de Calgary comme directrice des comptes et, de fil en aiguille, elle est aujourd'hui directrice de la succursale de Calgary-Nord, juste avant la restructuration.

«On a décidé de changer la structure et d'avoir 17 secteurs, explique Mme Deschênes. Un de ces secteur est l'Alberta. Avant, nous étions dans le même secteur que le Manitoba, la Saskatchewan et les Territoires du Nord-Ouest.» Les buts d'une telle restructuration étaient de donner plus d'autorité localement et de reconnaître des régions qui ont beaucoup plus d'affinités au niveau de leur économie.

Les nouvelles responsabilités de Mme Deschênes consistent à accroître la visibilité et le portefeuille de la BDC en Alberta. «Comme nous effectuons un changement d'orientation, je dois aider ce changement en m'assurant que nous seront plus présent au niveau des marchés émergeants qui sont des industries à valeur ajoutée. On veut également accroître notre présence auprès des compagnies qui font de l'exportation. Ça ne veut pas dire qu'on laisse tomber notre marché premier, on aide encore les petites et moyennes entreprises à faire de l'expansion», explique la nouvelle vice-présidente.

«Également, ma responsabilité est de diriger la motivation au niveau du personnel et des ressources humaines en Alberta, de m'assurer qu'on peut offrir un service à la clientèle supérieur et avoir une compétence très élevée au niveau de la Banque pour pouvoir desservir cette clientèle le mieux possible.»

La grande priorité de Mme Deschênes pour l'année qui s'en vient sera donc d'accroître la visibilité de la banque pour que tout le monde au niveau de l'Alberta connaissent la banque et qu'ils la choisissent comme outil pour prendre de l'expansion.

Service en français

Depuis quatre ans, l'opportunité pour les francophones de se faire servir en français a presque quadruplé à la BDC. «Nous avons déjà du personnel francophone et une dizaine de nos employés suivent présentement des cours pour apprendre ou parfaire leur français, explique fièrement Mme Deschênes. Depuis quelques années, il y a une attirance de la part des francophones pour la ville de Calgary, ce qui fait qu'il y en a de plus en plus. Nous avons des clients unilingues français qui font affaires avec nous et qui ont eu le prêt qu'ils voulaient avec tous les documents légaux en français. Des services en français sont offerts aux succursales de Calgary et d'Edmonton.

Suzanne Massé-Audy maintenant en poste

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **Le secrétariat provincial de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) a annoncé, la semaine dernière, la nomination de Mme Suzanne Massé-Audy au poste d'agente responsable des dossiers de développement économique, tourisme culturel, santé ainsi que de celui de la Fondation franco-albertaine.**

Mme Audy a déménagé en Alberta pour suivre son mari qui s'était fait offrir un contrat à Jasper il y a maintenant six ans et demi. À son arrivée en sol albertain, elle a travaillé pour le Parc National de Jasper où, entre autres, elle donnait des cours de français à la communauté. «Depuis deux ans et demi j'étais coordonnatrice aux langues officielles et je m'occupais de toute la traduction. Je donnais des cours de français aux employés qui étaient intéressés et je m'occupais des articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles. J'ai aussi travaillé aux changements d'attitudes par rapport à cette Loi», explique Mme Audy.

Travailler en français en milieu fortement anglophone n'est donc pas nouveau pour la nouvelle employée de l'ACFA. Et si elle poursuit dans cette voie c'est par amour de la langue française. Mère d'une adolescente de 14 ans, Mme Audy s'inquiète personnellement pour la survie du français dans le noyau familial. «Ma fille va à l'école française, dit-elle. Souvent je trouve que les jeunes de son âge, ses amies et ses compagnes de classe, même s'ils parlent bien français, ne sont pas francophones. Ils ne sont pas fiers de parler français, c'est plus "cool "de parler anglais. Pourtant, ce n'est pas plus long ou plus difficile de parler français.»

Native d'Ancienne-Lorette, près de Québec, elle voit son nouveau rôle comme celui d'un assistant coordonnateur. «Je travaille avec les comités permanents sur le développement économique, le comité sur la santé et celui de la Fondation franco-albertaine pour faire ce qu'eux désirent. Je dois les aider et coordonner ça pour tout mettre ensemble. Je m'occupe aussi du budget et de trouver du financement, résume Mme Audy. C'est tellement nouveau que je ne connais pas encore tout ce que j'aurai à faire, poursuit-elle. Ce mois-ci, j'essaie juste de suivre le courant parce qu'il y a trois gros événements qui s'en viennent; le colloque sur la santé, le Rond-Point et l'Assemblée générale annuelle de la Fondation franco-albertaine. Après ça je vais avoir le temps de connaître mieux mes dossiers.»

Diplômée en Lettre française de l'Université d'Ottawa, Mme Audy remplace Me Roy Klassen qui s'est joint à l'équipe de National Trust.

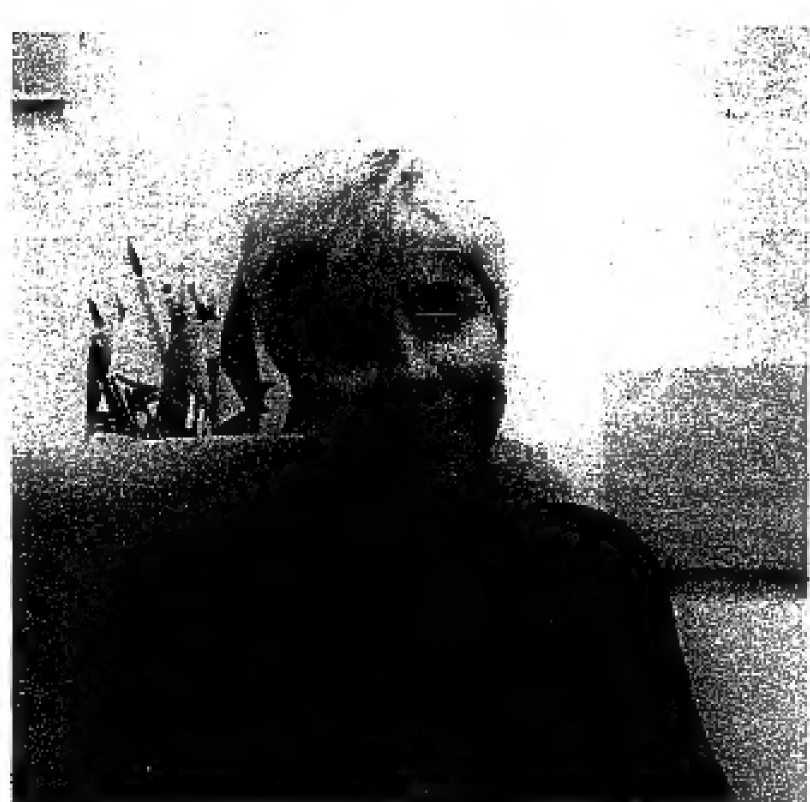


Photo: Patricia Hélie

Suzanne Massé-Audy

PAC: le gouvernement attend vos propositions.

Ottawa (APF): **Les communautés francophones et acadiennes de moins de 50,000 habitants qui désirent se brancher sur le réseau Internet ont jusqu'au 31 octobre pour soumettre une demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'accès communautaire.**

Mis sur pied par Industrie Canada, le PAC consiste à brancher sur «le réseau des réseaux» 1,500 collectivités rurales d'ici 1998. Au cours de la première année, 380 communautés ont obtenu une aide financière moyenne de 15,000$ du ministère.

Le gouvernement est prêt à verser jusqu'au 30,000$ pour assurer les coûts liés au matériel, aux connexions et à la formation du personnel. L'aide financière du gouvernement doit représenter 50 pour cent du coût total du projet, le reste devant provenir de la communauté.

Seuls les organismes communautaires sans but lucratif, par exemple les écoles, les bibliothèques, les chambres de commerce et les clubs sociaux, peuvent présenter une proposition.

Pour obtenir de plus amples informations, il suffit de communiquer avec Marjorie Brown-Watts au 613-941-4948 (Colombie-Britannique et Alberta).

ALBUM SOUVENIR



Archives provinciales de l'Alberta, photo B 5867

Le marché d'Edmonton au tournant du siècle

Cette chronique est préparée par Claude Roberto des Archives provinciales

Conseil français

Le Salon des exposants est maintenant ouvert au public

PATRICIA HÉLIE

CALGARY — **Près de 75 ateliers seront offerts lors du 26 ième Congrès annuel du *Conseil français*, les 18 et 19 octobre prochain, à Calgary. Du nouveau cette année, le Salon des exposants sera ouvert à la population.**

«Des maisons d'édition de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique seront présente pour exposer leurs produits, explique le coordonateur du *Conseil français*, M. Denys Couture. Cette année, nous avons voulu faire profiter la population du Salon des exposants. Ils pourront donc venir voir les produits et se les procurer le vendredi (18) de 16h00 à 21h00.»

De grandes maisons d'éditions comme *Guérin* et *CEC* seront sur place pour offrir aux communautés francophone et anglophone livres, cassettes, disques compacts et CD Rom. «Il n'existe plus beaucoup de ce genre de salon où les gens ont l'occasion de fouiner, de connaître de nouveaux produits et de se les procurer», ajoute M. Couture.

Le Conseil français, la branche francophone de l'Alberta Teachers Association (ATA), représente les professeurs d'écoles française et d'immersion, tout le personnel administratif ainsi que les pédagogues. Le congrès du 18 et 19 a pour but d'élire le

Pierre Bokor

Les Belles soeurs... En Moldavie!

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **Comme la plupart des gens, vous tenez probablement à vos vacances estivales. Par contre, il y a des gens qui travaillent tout l'été, par choix. Pierre Bokor est de ceux-là.**

Pour ceux qui ne connaissent pas encore Pierre Bokor, il est directeur-fondateur du *Théâtre à la carte*, la troupe de la Faculté Saint-Jean. Suite au succès remporté au printemps dernier au Festival de Théâtre Universitaire de Picardie, en France, la troupe présentait la semaine dernière la pièce *La cantatrice chauve* d'Eugène Ionesco. Les présentations ont eu lieu les 4 et 5 octobre derniers à l'auditorium de la Faculté. M. Bokor est également professeur d'art dramatique et dramaturge.

Depuis 1990, chaque été, M. Bokor travaille un peu partout en Europe, principalement dans son pays d'origine, la Roumanie, qu'il a quitté en 1977. «Après l'écroulement du régime communiste, mes amis Roumains voulaient que je retourne travailler avec eux. Comme je ne voulais pas abandonner ma famille, mes amis et mon travail ici, j'ai refusé. Cependant,



L'équipe de comédiennes de la République Moldave.



Pierre Bokor

chaque été depuis 1991, dès que je termine les cours d'art dramatique, en avril, je vais travailler en Europe» relate Pierre Bokor.

C'est comme ça qu'il a traduit, en roumain, la pièce *Les belles soeurs* de Michel Tremblay. «Pendant les quatre ou cinq étés passés, j'ai fais des mises en scène en Roumanie, en Hongrie, en France et en Moldavie. En 1992, j'ai fais l'adaptation des *Belles soeurs* pour la Roumanie, raconte le metteur en scène. J'étais sceptique quand les organisateurs roumains m'ont dit qu'ils prévoyaient faire 350 représentations. Je croyais que la pièce serait passée de mode. Pourtant, j'ai revu le spectacle il y a deux mois et il est toujours d'actualité.»

L'été dernier, Pierre Bokor a eu une offre pour faire la mise en scène des *Belles soeurs* en Moldavie. «J'ai travaillé dans des conditions absolument extraordinaires. Bien sûr, je ne m'attendais pas à trouver une telle misère et une telle pauvreté, mais je ne m'attendais pas non plus à trouver un tel apétit et une telle soif de théâtre et de culture.»Faire du théâtre en Moldavie, ce n'est pas évident. Surtout quand on tente de produire une pièce de Michel Tremblay. Les comédiens doivent apprendre à marcher comme des Montréalaises, à se mouvoir comme elles, bref, à se transformer en de véritables Québécoises. De plus, le régime de travail imposé par M. Bokor était plutôt exigeant et certaines comédiennes avaient du mal à suivre. «Elles n'avaient pas été payée depuis deux mois, donc leur alimentation laissait probablement à désirer. Mais elles ont été extraordinaires et ont travaillé très fort, jusqu'à la fin.»

De la fin des classes à la rentrée, M. Bokor n'a que quatre mois pour tout faire et présenter une première. Il doit être bien préparé. Pendant l'hiver, il prend contact avec tous les collaborateurs, sonorisateurs, éclairagistes, scénographes; parfois, il arrive même à faire un brouillon de la distribution.

«Quand j'arrive sur place, je peux immédiatement entrer dans la salle de répétition et faire en sorte qu'en 5 ou 6 semaines je sois capable de faire une première. Par exemple, j'ai un contrat au Théâtre national de Hongrie pour l'été prochain et je sais déjà que je commence les répétitions le 3 mai au matin et que la première est prévue pour le 12 juin à 20h00. Donc je m'organise en conséquence, d'autant plus que le 15 juin, trois jours plus tard, je commence une autre production en Roumanie. Ça me donnera tout juste le temps de faire le voyage et de recommencer.»

Que diriez-vous de vacances dans les souliers de Pierre Bokor?

Société de théâtre de Calgary

Nouvelle saison théâtrale à Calgary

ALAIN BERTRAND

CALGARY — **Pour la Société de théâtre de Calgary, la saison 1996-97 se veut une année de relance. Ayant traversé des moments difficiles l'an dernier, la Société fait peau neuve cette année.**

«Le conseil d'administration est composé d'une nouvelle équipe très dynamique, pleine d'idées et déterminée à relever l'image de la STC» annonce la directrice artistique Manon Breton. Malgré les problèmes financiers des dernières années, cette nouvelle équipe affirme avoir les idées et la créativité nécessaires pour faire de la STC un théâtre et un lieu d'activités culturelles des plus divertissant pour la communauté.

Cette année, la STC planifie de produire quatre spectacles importants au cours de la saison. La première pièce, *Les hauts et les bas dla vie d'une diva*, de Jean-Claude Germain, sera présentée les 27, 28 et 29 novembre. «C'est l'histoire de Sarah Ménard, chanteuse de calibre international, qui nous fait part de ses joie et craintes de chanteuse» explique Mme Breton.

La STC proposera tout au long de la saison des soirées d'animation, de lectures publiques et de "stand-up". Ceci ne sera pas sur une base régulière et chaque spectacle sera annoncé d'avance. «Pour rassurer la communauté sur l'intégrité de la nouvelle équipe, nous voulons souligner le fait que nous avons maintenant un directeur de la publicité» précise-t-elle. Une autre nouveauté à la STC, les gens peuvent désormais nous joindre au téléphone et on leur répondra! Fini le temps du répondeur.»

La Société de théâtre de Calgary organise une grande soirée d'ouverture le samedi 19 octobre. «Les gens retrouveront une salle de théâtre rafraîchie et redécorée, souligne Manon. L'entrée est gratuite et l'équipe prépare des numéros des plus fous, touchants et théâtraux. Les gens pourront ainsi apprendre à nous connaître tout en profitant d'un bar et de l'accueil chaleureux des membres. Nous voulons montrer ce que la STC a à offrir en 1996-97.»

Lors de la dernière assemblée générale annuelle, tenue le 17 septembre dernier, neuf membres ont été élus au CA: France Jean, présidente; Gilles Gagnon, premier vice-président; Brigitte Lépine, deuxième vice-présidente; Charles Dussault, trésorier; Marianne Tremblay, secrétaire; Manon Breton, directrice artistique; Martin Lavoie, directeur de la publicité; Luc Tousignant et Sophie Fillion, conseillers.

Affichage bilingue

On se penchera sur la question

OTTAWA (APF) — **Tout indique que le Comité mixte permanent sur les langues officielles se penchera, d'une façon ou d'une autre, sur la question de l'affichage commercial bilingue dans la capitale fédérale.**

La nouvelle présidente du comité, la libérale Albina Guarnieri, n'a pas voulu dire clairement si elle souhaitait que les députés et les sénateurs débattent de ce controversé dossier. Elle a toutefois laissé entendre qu'elle respecterait la volonté des membres du comité

Mme Guarnieri estime que la capitale nationale «doit réfléchir à la réalité de la dualité linguistique dans ce pays.»

Son prédécesseur, le libéral Patrick Gagnon, avait une conception plus militante de son rôle de président. Au beau milieu du débat estival sur l'affichage, M. Gagnon avait annoncé, sans consulter ses collègues, son intention de convoquer le comité dès le 24 septembre pour se pencher sur la question. M. Gagnon, a perdu son poste de président.

Plusieurs membres du comité ont déjà indiqué qu'ils ne voulaient pas lâcher le morceau trop vite. Le sénateur libéral Jean-Claude Rivest, demande que le comité appuie les efforts entrepris par la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) pour convaincre les entreprises d'afficher dans les deux langues officielles: «Je ne voudrais pas que ce soit remis aux calendes grecques.»

ÉDITORIAL

Robert Bourassa, l'homme des coulisses

Robert Bourassa n'est plus. Il est décédé d'un cancer de la peau qui le rongeait depuis plusieurs années. Celui qui, malgré ses détracteurs, ses critiques acerbes et son manque de charisme, a gouverné le Québec pendant plus de quinze ans, celui qui a effectué un remarquable retour sur la scène politique après une humiliante défaite, qui a vécu la crise d'octobre, les débats linguistiques et l'enfer constitutionnel ne reviendra plus hanter les couloirs de la politique canadienne.

Champion du compromis, adepte des déclarations obscures et contradictoires, Robert Bourassa laissera un héritage mitigé aux Québécois et au Canadiens.

Il a essuyé des échecs à trois reprises dans le dossier constitutionnel: Victoria en 1971, Meech en 1990 et Charlottetown en 1992.

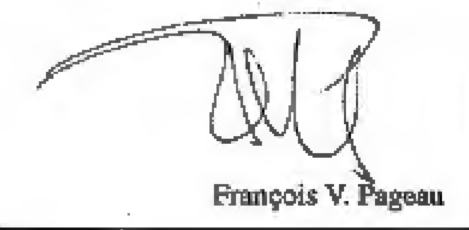
Lui qui croyait en un fédéralisme renouvelé sera, ô paradoxe, victime de ses gestes les plus nationalistes: l'adoption de la loi 22 sur la langue française au début des années '70 et la promesse d'un référendum sur la souveraineté en 1992.

Les relations de Robert Bourassa avec les communautés francophones furent souvent houleuses, toujours distantes; comme beaucoup de leaders politiques québécois, le sort de la francophonie canadienne ne pesa jamais très lourd dans sa balance.

Lui qui ne voulait parler que d'emplois, d'économie et de ressources naturelles fut confronté plus souvent qu'autrement aux débats idéologiques sans fin d'un pays fracturé par la langue, par les régions et par la mesquinerie d'une classe politique sans visions.

Mais, conforme en cela à la tradition, ennemis et alliés ont laissé les armes à la porte de la cathédrale de Montréal pour se remémorer l'homme. Mike Harris, Jacques Parizeau, Daniel Johnson et bien d'autres ont souligné les réalisations du politicien, qui sont malgré tout nombreuses: assurance-maladie, grands projets hydroélectriques (LG2 vient d'ailleurs d'être renommée Centrale Robert Bourassa) et protection de la langue française au Québec.

Porté par la vague des années soixante, Robert Bourassa restera dans la mémoire collective des Canadiens comme le vrai disciple de Machiavel, préférant l'ombre à la lumière et la persuasion au coup d'éclat.



François V. Pageau



Courrier des lecteurs

Lettre adressée à M. John Moreau, président de l'ACFA.

La dernière rencontre du conseil municipal nous a permis de prendre connaissance de votre lettre de solidarité et d'appui à la suite des événements qui ont affecté notre ville et la région du Saguenay.

Au nom de mes collègues et en celui de toute la population touchée, je vous transmets mes remerciements les plus sincères pour votre encouragement et votre support. Nul doute que l'épreuve est lourde à surmonter mais forte d'un tel support de votre part, la grande famille saguenéenne a déjà relevé les manches pour reconstruire ce coin de pays qui lui est si cher.

Recevez, Monsieur, l'assurance de l'amitié profonde des gens d'ici.

Le maire de Jonquière,
Marcel Martel

Lettre adressée à Mme Sheila Copps, vice-première ministre et ministre du Patrimoine canadien.

Lors de votre récent passage parmi les francophones de Terre-Neuve, vous avez tenu des propos à l'égard de la relation entre les Fransaskois et les Fransaskoises et la Société Radio-Canada qui sont absolument inacceptables.

En laissant entendre qu'il y avait seulement six foyers fransaskois qui écoutaient le bulletin de nouvelles «Saskatchewan Ce soir» produit par SRC Saskatchewan, vous avez ajouté l'insulte à l'injure par vos propos. Vos dires font l'écho d'une méconnaissance totale du milieu fransaskois et laisse voir que les personnes qui vous entourent et vous tiennent informée de la situation francophone canadienne parlent à travers leur chapeau et font preuve d'une ignorance crasse que vous semblez prendre plaisir à répéter à qui mieux mieux

suite à la page 13...

Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta



Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone. Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM. Il est imprimé par CENTRAL WEB Colorpress, à Edmonton.

Représentant national de la publicité OPSCOM

Directeur: François V. Pageau
Adjointe administrative: Micheline Brault
Journaliste: Patricia Hélie
Infographiste: Charles Adam
Correspondant national: Yves Lusignan, Association de la presse francophone



Association de la presse francophone



Fondation Donatien Frémont, Inc.

Correspondants régionaux

Calgary Alain Bertrand
Medicine Hat Mireille Whittemore
Centralta Martin Blanchet, Julie S. Dallaire et Lucienne Brisson
Plamondon Michel Raymond
Fort McMurray Joël Lavoie
Rivière-la-Paix Noëlla Fillion et Patrice Savoie
Lethbridge Mireille Dunn
Saint-Paul Martin Brault

Semaine de la PME

Un événement depuis seize ans

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **Du 20 au 26 octobre prochain se tiendra la semaine nationale de la petite et moyenne entreprise (PME). Depuis seize ans, cet événement spécial pour les propriétaires de PME à l'échelle canadienne se déroule année après année. L'événement est organisé par la Banque de développement du Canada (BDC) et la Chambre de commerce du Canada, avec l'aide de coparraineurs régionaux et locaux. Cette année, l'activité se déroule sous le thème: *Nouveaux marchés, nouveaux défis... nouvelle économie!*.**

La toute première semaine de la PME a vu le jour en Colombie-Britannique, en 1979, alors que quelques succursales de la BDC avaient mis leurs ressources en commun afin de préparer des scéances de formation en gestion de la petite entreprise. Aujourd'hui devenue un événement national, la semaine de la PME tient des activités partout à travers le pays. Foires commerciales, expositions, ateliers, conférences, dîners et remises de prix ne sont que quelques exemples de celles-ci.

La raison d'être d'une semaine de la PME réside dans le fait que ce genre d'entprise se retrouve partout. En 1993, année la plus récente pour laquelle il existe des statistiques, il y avait 922 200 PME en exploitation au Canada. De ce nombre, 99% comptaient moins de 100 employés et 93% moins de 20. Seulement depuis 1982, le nombre de PME enregistrées au Canada a augmenté de 30%. Toujours en 1993, les entreprises comptant moins de 100 employés avaient à leur emploi 44% des salariés du secteur privé.

En Alberta, des activités se tiendront, entre autres, à Grande Prairie, Red Deer, Lethbridge, Medicine Hat, Calgary et Edmonton. Plus précisément, des ateliers sur "une publicité efficace pour assurer la réussite de votre PME" se tiendra à Grande Prairie, un second sur "Les affaires sur Internet" aura lieu à Medicine Hat et un troisième sur "L'exportation et la globalisation des marchés" se tiendra à Edmonton. Pour avoir l'horaire complet des activités prévues près de chez-vous, il suffit de s'informer auprès de la BDC ou de votre Chambre de commerce locale.

Legal

Une Chambre de commerce en plein essor

MARTIN BLANCHET

LEGAL — **Depuis novembre dernier, la Chambre de commerce de Legal et des environs a un nouvel élan, une nouvelle mission.**

Lors de sa rencontre générale du 10 septembre le président, M. Walter Van De Walle, a annoncé que la Chambre comptait 80 membres. Avec une mini expansion de l'économie locale, la Chambre a comme mandat d'appuyer et de promouvoir les différentes entreprises qu'elle représente. M. Van De Walle a mentionné la construction de quinze nouvelles maisons, une récolte supérieure à la normale et une production accrue à l'usine de luzerne comme exemples d'une économie bien vivante à Legal.

À la rencontre, la Chambre a dévoilé son programme d'activités d'ici Noël. La semaine dédiée à la petite entreprise (du 27 octobre au 2 novembre) sera remplie d'activités pour les membres et pour la communauté en général. "Entrepreneurship", un atelier de deux jours, sera présentée à tous les gens qui désirent s'aventurer dans le domaine des affaires. Vendredi le premier novembre, il y aura une soirée où les mets de Legal seront à l'affiche. Tous sont invités à goûter les différents mets préparés par les trois restaurateurs du village ainsi que par les traiteurs locaux. Durant la soirée, une entreprise sera honorée comme la petite entreprise de l'année à Legal.

L'autre activité organisée par la Chambre est prévue pour samedi, le 23 novembre. Il s'agit d'un *trade fair* où on trouvera 50 entreprises locales présentant leurs produits et services. D'après le comité organisateur, ce sera une excellente occasion pour compléter les achats de Noël.

La soirée s'est terminée avec Mme Colette Bomerstack, directrice du Centre innovateur *Tawatinaw* de Westlock, qui a donné un aperçu des services offerts par le Centre. Les services à noter sont: ateliers pour les petites entreprises, centre de ressources pour carrières, aide financière aux entreprises débutantes et services disponibles par ordinateur en matière de carrières. Mme Bomerstack a terminé sa présentation avec un résumé des étapes à suivre afin de mettre sur pied une petite entreprise en Alberta. Depuis mai 1996, le centre *Tawatinaw* dessert la région de la municipalité de Sturgeon ainsi que les communautés de Legal, Morinville et Bon Accord.

Semaine de la coopération

"Coopérer c'est réussir autrement"

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **Du 13 au 19 octobre se déroule la Semaine de la Coopération sous le thème *"Coopérer, c'est réussir autrement"*. Les coopératives de partout à travers le Canada souligneront cette semaine de façon particulière et personnelle. Ce qui veut dire que chaque caisse ou institution coopérative décide elle même de ce qu'elle veut faire.**

Le thème choisi tente d'illustrer la différence coopérative marquée par la création d'une association de personnes qui croient en la force du regroupement. Coopérer c'est réussir autrement puisque c'est être capable de concrétiser, au sein des entreprises, les valeurs de liberté, d'égalité et d'équité", cite la brochure *Cooppresse*, le bulletin d'information publié par le *Conseil Canadien de la Coopération*.

À la Caisse Saint-Vital de Beaumont, qui, par la même occasion souligne son 50 anniversaire, des beignes seront servies à un moment de la semaine; on fera également tirer des billets d'entrée pour les Oilers, des petits voyages et autres trucs du genre.

Caporal-chef Claude Dallaire

Les casques bleus en Haïti



Le caporal-chef Claude Dallaire reçoit sa médaille de service des mains du Lieutenant-colonel Duval.

MARTIN BLANCHET

Pour le corporal-chef Claude Dallaire, la vie ne sera plus jamais la même. Claude revient d'un séjour de six mois en Haïti ou il était membre de la force de paix des Nations Unies. L'expérience qu'il a vécue depuis son départ de Legal, le 18 mars dernier, l'a profondément marquée. Ce n'est pas que Claude soit étranger à la vie militaire et aux services des Casques Bleus. En 1987, deux mois après son mariage, il a passé six mois à Chypre. Mais cette fois, c'était bien différent.

«Leur vision de la vie est totalement différente de la nôtre. Ils se contentent de peu même si la vie est pauvre, frustrante.» La base militaire des Nations Unies se trouve justement dans les quartiers pauvres de Port-au-Prince, la capitale. C'est un lieu idéal pour observer la vie quotidienne de la majorité des Haïtiens. Les gens riches, eux, habitent les faubourgs à quelques kilomètres de la ville. Malheureusement, il n'existe aucune classe moyenne.

«C'est toujours le contraste, explique M. Dallaire. On est riche ou on est pauvre. Pour les pauvres, la vie a peu de valeur. On trouve ici et là des cadavres abandonnés. Tout le monde est religieux et va à la messe tous les jours. Mais pour un oui ou un non, on s'entretue sans trop de remords.»

Pour faire comprendre le peu d'importance accordée à la vie, Claude raconte l'histoire de la dame qui faisait le ménage des locaux militaires. Elle entre en retard un matin, très inquiète pour son travail. Pour elle, être en retard veut certainement dire un congédiement. La raison pour son retard est que, pendant la nuit, son mari a été assassiné pour une question d'argent. Mais la sécurité de son emploi la préoccupe plus que le décès de son mari.

Pour Claude, la grande différence avec son séjour à Chypre se situe au niveau des enfants. À Chypre, la population était plus âgée. En Haïti, les enfants sont partout. «Ils vont à l'école en plein air jusqu'à 10-12 ans. Ensuite ils commencent à travailler, c'est-à-dire mendier dans les rues, voler les autres pauvres. Une partie de notre travail était de faire du bénévolat à l'orphelinat. Les enfants sont les mêmes partout à travers le monde. Ce qu'ils veulent surtout, c'est jouer, avoir du plaisir. Si on plaçait ces enfants dans une autre situation, je suis certain qu'ils seraient comme les nôtres. Si on donnait quelques bonbons à un, il n'hésiteraient pas à partager avec les autres.»

Claude reconnaît que plusieurs difficultés se présentent en Haïti avec les dépotoirs et les égouts à ciel ouvert, le manque de ressources et d'eau potable. Par contre, si on compare Haïti à la République Dominicaine, il n'y a pas de raison évidente pour qu'Haïti soit si pauvre. En République Dominicaine, c'est propre, il y a beaucoup de touristes, une classe moyenne abondante et c'est généralement accueillant. En Haïti, il y a beaucoup de chemin à faire.

Claude a reçu une médaille de service pour son séjour en Haïti. Pour lui, la médaille appartient à son épouse, Julie, et ses deux enfants. «C'est mon métier de réparer les hélicoptères; si ils sont en Haïti, c'est pareil. Je suis aussi dans un environnement différent. C'est facile, tout est différent et je passe mon temps à m'adapter à la situation. Pour ceux qui restent en arrière, il y a un vide dans le foyer. Ça fait un trou. C'est difficile de répondre à un garçon de 8 ans que je suis parti pour six mois. La même question revient toujours: "Quand est-ce que tu reviens?" La médaille devrait être à eux.»

Julie a trouvé le temps long, il n'y a pas de doute. Mais comme elle le dit, «l'appui de la communauté, a bien aidé. J'ai profité de l'occasion pour retourner au Québec avec mes enfants pendant les vacances d'été. Tout ça nous a permis de tenir le coup pendant l'absence de Claude.»

«Depuis mon retour, j'apprécie beaucoup mieux ce que j'ai à la maison», résume Claude Dallaire.

Une neuvième saison pour la Société éducative

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **Une autre session de formation en Techniques administratives informatisées se termine bientôt pour la Société éducative de l'Alberta (SEA). Les quinze étudiants et étudiantes se retrouveront bientôt en stage, principalement dans les entreprises de la région edmontonienne.**

Depuis maintenant six ans, la Société éducative a un contrat de formation avec Développement des ressources humaines du Canada dans le but de former du personnel bilingue en Techniques administratives informatisées.

Sur pied depuis 1987, la SEA est un organisme sans but lucratif qui forme des francophones, francophiles, anglophones et autochtones pour qu'ils puissent réintégrer le marché du travail.

«Pour plusieurs de nos étudiants le projet en Techniques administratives implique un changement de carrière, explique Mme Suzanne Corneau, coordonatrice à la SEA. Cette année, la majorité des étudiants changent de carrière. Pour d'autres, on ajoute des cordes à son arc en venant chercher une formation en comptabilité pour compléter une formation de secrétaire. Comme notre formation est basée sur les demandes du marché du travail, tout ce que nous enseignons est exactement ce qui est demandé par les employeurs, ajoute Mme Corneau. Par exemple, au début on enseignait WordPerfect et lotus pour Dos, maintenant on enseigne le Word et l'Excel pour Windows.»

Selon Mme Corneau, ce que les employeurs recherchent le plus, c'est une attitude positive, des gens motivés et un personnel bilingue. «En Techniques administratives, on donne des cours de développement personnel et de communication pour satisfaire aux exigences du marché du travail.»

Si les employeurs demandent du personnel bilingue, la raison est fort simple: les entreprises font de plus en plus affaire avec le Québec et la France. «Les compagnies sont de plus en plus nationales et internationales. Il y a plusieurs compagnies d'Edmonton qui vendent partout à travers le Canada. S'ils veulent avoir un moyen de communication avec le Québec, ils doivent trouver du personnel bilingue», précise Mme Corneau.

Le taux de succès du projet en Technique administratives est plus que satisfaisant. En fait, après trois mois, les résultats atteignent près de 100%. «Pour avoir un autre contrat avec Ressources humaines Canada, notre taux de succès doit être, au minimum, de 70%.

Un des obstacles pour la Société éducative est le recrutement des étudiants et étudiantes à cause des critères imposés par Ressources humaines Canada. «C'est très difficile pour nous de trouver 15 personnes bilingues, sur l'assurance-chômage et qui veulent prendre une technique administrative, admet Mme Corneau. Les critères se sont tout de même un peu assouplis depuis juillet dernier. Nous pouvons maintenant accepter les gens qui ont été sur l'assurance-chômage durant les trois dernières années. Ça nous ouvre un peu les portes, mais ceux et celles qui sont demeurés à la maison pendant plusieurs années ne peuvent toujours pas venir prendre de cours.»

À partir du 21 octobre, les étudiants en Techniques administratives informatisées seront donc en stage pour une période de huit semaines. Mise à part quelques entreprises, les lieux de stage changent à chaque année. «Ça demande de consacrer du temps au stagiaire et ça demande beaucoup d'énergie de la part de l'employeur, souligne la coordonatrice de la SEA. Si un stage ne donne pas le résultat espéré, on retire tout simplement le stagiaire pour le placer ailleurs. On exige que 50% du temps de travail du stagiaire soit en comptabilité. Si ce n'est pas le cas, on révise le stage.»

Dernièrement, la Société éducative a honoré un contrat pour Patrimoine Canada dans le but de promouvoir l'unité canadienne. La SEA était promoteur du programme *Jeunesse Canada au travail*. «Initialement, nous devions trouver du travail à 23 jeunes, pour une période de quatre mois. Finalement, nous avons placé 48 étudiants parce que les autres provinces n'avaient pas atteint leurs objectifs.»

Pour la prochaine année, la SEA présentera un autre projet à Ressources humaines Canada. «Il y a une entreprise qui nous a approché pour leur former du personnel, mais nous ne savons pas encore exactement quel genre de projet nous allons présenter».



Suzanne Corneau Photo: Patricia Hélie



CKRP, la radio communautaire de Rivière-la-Paix, devrait être en ondes vers la mi-octobre, bien que l'ouverture officielle soit prévue pour la mi-novembre. Sur la photo, nous apercevons M. Denis Desgagné, directeur régional de l'ACFA et Mme Monique Bergeron, coordonatrice du projet de la radio communautaire.

Deux nouveaux conseillers

MAXIME CHAGNON

RIVIÈRE-LA-PAIX — À l'issue des mises en candidature qui se déroulaient le lundi 30 septembre, Fernand Doucet et Joanne Stevens ont été élus par acclamation aux postes de conseillers, laissés vacants depuis les démissions de MM Jean Bergeron et Bernard Maisonneuve.

Fernand Doucet n'en est pas à ses premières expériences puisqu'il a déjà siégé quatre ans comme conseiller à Smoky River. L'éducation française semble d'ailleurs lui tenir à coeur: «Je suis très en faveur du projet de l'école Héritage, dit-il. Je ne voudrais pas perdre quelque chose d'aussi spécial dans notre région». Même s'il avoue ne pas encore avoir d'opinion arrêtée sur les différents dossiers, il espère être en mesure d'apporter une contribution profitable au conseil.

Joanne Stevens, pour sa part, s'est grandement impliquée auprès d'autres organismes francophones comme présidente et vice-présidente de la FJA au niveau régional et provincial. Âgée d'à peine 23 ans, elle fut des premières finissantes de l'école Héritage. Selon elle, son jeune âge constituera un atout pour le Conseil:. «Selon moi, on s'en va vers de grands changements. J'espère être en mesure d'apporter de nouvelles idées et je crois qu'il sera intéressant d'avoir le point de vue de quelqu'un de relativement jeune».

La directrice du Conseil scolaire du Nord-Ouest, Denise Bourassa, a accueilli ces nominations avec enthousiasme: «Je ne connais ni l'un ni l'autre personnellement, mais j'ai déjà de très bonnes impressions à leur égard, lance-t-elle. Lors de la rencontre d'information, j'ai pu voir, d'après ses interventions, que M. Doucet est une personne très bien centrée sur elle-même, qui va être capable d'analyser les dossiers de façon lucide et qui va nous apporter une solide contribution.».

«Ce qui me plaît dans la venue de Mme Stevens parmi nous, de poursuivre Denise Bourassa, c'est que je vois qu'il y a des jeunes qui s'impliquent vraiment et qui prennent leur place. Ça ne fait pas si longtemps qu'elle a quitté le système scolaire, elle a donc plein d'idées fraîches sur ce qu'elle aurait aimé vivre comme étudiante. Elle passe de la jeunesse au monde adulte et c'est une perspective que nous n'avions pas au Conseil avant».

En somme, il s'agit d'une victoire pour le Conseil puisque certains journalistes mettaient en doute sa capacité de dénicher de nouveaux conseillers. Pour la directrice, cette hypothèse est maintenant à oublier: «C'est quelque peu paradoxal, confie-t-elle, car le nombre de candidatures est à la fois une joie et une déception. C'est sûr que j'accueille les deux nominations à bras ouverts mais, d'un autre côté, j'aurais aimé que plus de gens s'y intéressent parce que le dossier de l'éducation francophone, c'est l'affaire de tout le monde.»

Les défis qui attendent le Conseil scolaire ne sont d'ailleurs pas une mince affaire. Avec la modernisation du Collège Notre-Dame, qui deviendra le Centre scolaire communautaire régional, le Conseil espère pouvoir compter sur un appui solide et une participation active de ses conseillers.

Calgary

Assemblée générale de l'Alliance Française de Calgary

ALAIN et JOSÉE BERTRAND

CALGARY — **L'Assemblée générale de l'Alliance Française de Calgary a eu lieu vendredi le 27 septembre.**

Plusieurs événements majeurs sont venus marquer, cette année, les efforts du conseil d'administration présidé par M. Thierry Lagnau. L'événement le plus important de l'année est, sans contredit, la renégociation du bail des locaux de l'Alliance, permettant ainsi une meilleure utilisation de l'espace disponible.

Le bilan de l'année fiscale, terminée le 30 juin dernier, s'avère très positif. Les subventions ayant baissé de 50%, les cours de français offerts sont plus que jamais la principale source de revenus. Selon le rapport du trésorier J.Ross Nichol, les activités pédagogiques constituaient presque 84% du total des revenus en 1995-96.

Au chapitre culturel, le calendrier a été bien chargé. Parmi les spectacles proposés, il y avait entre autres le concert-jazz de Christian Escoudé, la pièce "Le système Ribadier" de Feydeau, interprétée par la compagnie Crac de France, et un hommage au cinéma français d'animation présenté au cinéma *Uptown*. D'autres activités ont également su plaire à tous les goûts.

Par contre, la présidente sortante Odile Renaud-Wall et M. Lagnau déplorent le manque de participation à ces diverses manifestations. «Je reçois des échos le plus souvent favorables, venant parfois de personnes que je ne vois jamais y assister» note Thierry Lagnau au sujet de la qualité des spectacles offerts.

Cette année, il y avait six postes à combler au sein du conseil d'administration. Les quatre membres qui renouvellent leur mandat sont Ross Nichol, trésorier; Odile Renaud-Wall, vice-présidente; Nésida Loyer et Marie Odette Littman, directrices. Se joignent à eux nommés par acclamation: Alain Loyer, président; Dominique Salat, secrétaire; Nick Mongan et Bob Kwok, directeurs.

L'Alliance Française a tenu à remercier Graham Hunter pour six longues années de dévouement à titre de bénévole.



De g. à dr.: Thierry Lagneau, Dominique Salut, Nescda Loyer, Alain Loyer, Odile Renaud Wall, Bob Kwok et Nick Mongan.

photo: Josée Bertrand

Plamondon

Un heureux cocktail

MICHEL RAYMOND

PLAMONDON — **La théorie des vases communicants, vous connaissez?**

C'est celle où un liquide, à cause de la pression atmosphérique, garde toujours le même niveau, peu importe la forme du contenant et des conduits d'alimentation. À Plamondon, le 27 septembre dernier en fin d'après-midi, cette théorie s'est concrétisée de façon étonnante.

Des vases, il y en avait de toutes les formes. À 4h00, la pression atmosphérique était stable. Elle a quelque peu ballotté vers 5h00, mais c'est à 6h00 qu'elle est montée dangereusement. En conséquence, le niveau des liquides qui devait se stabiliser a eu des fluctuations imprévisibles.

Les enseignants de l'école Beauséjour et ceux du programme d'immersion de l'école Plamondon qui s'étaient réunis au Centre communautaire scolaire Beauséjour pour cette première expérience ont été éberlués et stupéfaits devant tant de résultats aussi inattendus que déroutants.

À un moment précis de cette expérience un peu spéciale, Madame Denise Hart, l'agente de l'ACFA, a été obligée de calmer les inquiétudes et de tempérer un peu les appréhensions. Heureusement, son sang froid et sa débrouillardise ont permis à tous ces enseignants de découvrir une approche inusitée de la CONNAISSANCE. Et pour connaître...ils ont connu!

Grâce à l'ACFA de Plamondon, ce TGIF a permis aux nouveaux enseignants des deux écoles de fraterniser et aux anciens de renouer contact en ce début d'année scolaire...et les deux directeurs ont été surpris à faire le ménage après cette rencontre.







OFFRES D'EMPLOIS

Le régional en bref

BONNYVILLE

Les élections à la mairie pour la nouvelle ville de Cold Lake auront lieu le 15 octobre prochain. L'ancien maire de Grand Centre, Ray Coates, et l'ancienne mairesse de Cold Lake, Hansa Thaleshvar, sont les deux candidats en lice.

CALGARY

La Société de théâtre de Calgary, qui tenait sa soirée d'ouverture le 19 octobre, est dans l'obligation d'annuler les présentations meurtre et mystère prévues pour les 18, 19 et 20 octobre à cause d'un projet négligé et incomplet.

EDMONTON

La Fondation pour les maladies du coeur a ammassé plus de 30 000$ au cours d'une marche Mère-fille qui avait lieu le 8 septembre dernier, à Edmonton. Plus de 1 000 femmes se sont mobilisées pour amasser des fonds pour la recherche sur les maladies du coeur chez les femmes.

PLAMONDON

Les jeunes de l'école Beauséjour de Plamondon ont tenu une marche "Terry Fox" afin d'amasser des fonds pour venir en aide à la recherche sur le cancer. Les élèves de première à dixième année ont marché dans les rues du village, escortés par les policiers de la GRC, afin de sceller cette levée de fonds. Les argents ont été recueillis par les élèves dans leur famille et voisinage.

RIVIÈRE-LA-PAIX

Lise Villeneuve et Yvon Loiselle seront au Bar-Bar de Saint-Isidore, le samedi 12 octobre prochain. Les Barbares, c'est leur nom, offriront un spectacle musical et humoristique.

CONCOURS DE LOGO

Le Secrétariat permanent de CHANTE'OUEST (autrefois connu sous le nom du Gala interprovincial de la chanson) est à la recherche d'un logo.

Logo: CHANTE' OUEST

Critères artistiques recherchés:

Joyeux mais prestigieux et représentant la musique, le chant, l'Ouest.

Le logo devra être facile à reproduire en photocopie. Il sera imprimé en une couleur en plus du noir. L'adresse du Secrétariat interprovincial devra apparaître sur le papier à lettre et la pochette en plus de l'inscription suivante: Une coproduction des organismes culturels de l'Ouest et des stations radio de Radio-Canada.

Le ou la gagnant.e se verra décerner la somme de 350$ pour terminer son travail.

Veuillez faire parvenir vos esquisses avant le 15 novembre prochain à l'adresse suivante:

gala INTERPROVINCIAL DE LA CHANSON

Secrétariat interprovincial
a/s M. Yves Caron
Pièce 200,
8923-82e avenue
Edmonton, Alberta
T6C 0Z2

Tél: 403-466-1680 ou télécopieur: 403-465-6773

Débats houleux au Parlement d'Edmonton

MAXIME CHAGNON

EDMONTON – **Les quatre projets de loi et les deux motions privées ont suscité de vifs débats lors du Parlement jeunesse de l'Alberta qui se déroulait à la fin septembre. Les 23 députés et les 8 membres du cabinet ministériel en ont profité pour se prononcer sur le système judiciaire, la nutrition et l'éducation, les médecins et les Forces armées canadiennes.**

Soulignons qu'à l'issue de ces travaux parlementaires, un rapport détaillé concernant les lois adoptées parviendra au bureau du premier ministre Jean Chrétien. De fait, deux projets de loi et une motion privée ont été approuvées par la Chambre.

Le premier, celui concernant le système judiciaire, proposait entre autres que les prisonniers doivent purger les trois quarts de leur peine avant de se voir accorder une libération conditionnelle, contrairement à seulement un quart dans le système actuel. Pour ce qui est des crimes à caractère sexuel, le ministre de la justice, Alain Johnson, suggérait la ligne dure: la castration pour celui qui en est à sa deuxième offense. Cet article du projet de loi a d'ailleurs fait l'objet d'un très long débat, celui-ci ne faisant pas l'unanimité au sein des membres du Parlement.

La seconde loi adoptée fut celle de la nutrition et de l'éducation. Le ministre de l'Éducation, Antoine Dubé, souhaitait que son gouvernement verse 50 millions de dollars par année durant cinq ans pour offrir un déjeuner respectable aux jeunes dans les écoles. Le ministre Dubé justifiait sa position en regard de l'éternel problème des jeunes qui se présentent à l'école le ventre vide ce qui entraîne des lacunes sur le plan académique.

Enfin, pour détendre l'atmosphère lors de la dernière journée des débats, deux motions privées toutes aussi farfelues l'une que l'autre ont été soumises à la Chambre. La première, rejetée, proposait que l'on injecte du Prozac (médicament qui adoucit l'esprit) et de la mélantonine (médicament qui est sensé maintenir une apparence jeune) dans tous les puits d'eau potable de l'Alberta.

Au grand étonnement de tous, la motion qui visait à clarifier la distinction des sexes a été adoptée. En gros, il était recommandé de légiférer sur la longueur des cheveux, courte chez les hommes et longue chez les femmes, puisqu'«il est parfois difficile de différencier les garçons des filles et que cela occasionne parfois d'amères déceptions», affirmait un énoncé de la motion.

S'amuser au parlement

Les fins que poursuivaient l'activité n'étaient pas politiques. En effet, le contenu ou le sérieux des projets de loi importaient peu, puisqu'il s'agissait d'initier les jeunes aux procédures parlementaires.

D'ailleurs, les périodes de questions n'étaient pas aussi politiques que celles du vrai gouvernement de l'Alberta. Boutades, moqueries amicales et questions indiscrètes se retrouvaient ainsi au coeur des échanges entre les députés, au grand amusement de l'ensemble de la Chambre.

Le tout s'est déroulé dans le respect des règles parlementaires, à part un léger écart de conduite de la part du député Zacharie magnan, qui s'est vu intimé l'ordre de quitter la Chambre pour avoir eu l'audace de mettre en doute la neutralité du président de l'assemblée, Frédéric Forcier.

En somme, d'après les commentaires recueillis auprès de l'ensemble des participants, âgés de 16 à 25 ans, l'activité a été grandement appréciée.

Certains d'entre eux auront d'ailleurs la chance de se faire valoir une fois de plus du 8 au 11 novembre prochain alors que se déroulera le Parlement franco-canadien de l'Ouest. L'événement réunira quelques dizaines de jeunes provenant des deux territoires, du Manitoba, de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. Cette dernière enverra une délégation de six députés, peut-être dix, à la Législature du Parlement d'Edmonton, qui a été désignée cette année pour accueillir l'événement.



Mgr. Henri Goudreault s'installe

NOËLLA FILLION

MCLENNAN – **Le 24 septembre dernier, c'était jour de fête pour l'archidiocèse de Grouard-McLennan. Une vingtaine d'évêques et autant de prêtres étaient au rendez-vous pour participer aux cérémonies entourant l'installation du nouvel archevêque, Mgr. Henri Goudreault, o.m.i.**

Mgr Henri Légaré, archevêque démissionnaire, était l'hôte d'une réception et d'un banquet pour tous les dignitaires, tout juste avant l'arrivée officielle de Mgr Goudreault. A cette occasion, plusieurs dignitaires comme Mgr Gérald Weisner, o.m.i. de Prince George, M. Walter Paszkowski, représentant le gouvernement, Mgr John Clarke représentant le clergé anglican du diocèse d'Athabasca et soeur Phylis Cusak, S.P. au nom des communautés religieuses. Soeur Georgette Payeur, c.s.c. agissant comme maître de cérémonie. Le banquet était préparé par les Dames de la Pourpre Royale et était servi par les étudiants de l'école Providence.

L'arrivée de Mgr. Goudreault se faisant à la cathédrale Saint-Jean-Baptiste comprenait trois parties, soit l'accueil du Nonce apostolique, Mgr Carlo Curis et du nouvel archevêque, la lecture du décret officiel par l'abbé Charles Lavoie et l'accompagnement du nouvel archevêque à son trône et la remise de la crosse par le Nonce apostolique. Une messe solennelle a ensuite été célébrée et présidée par Mgr. Goudreault.

Samedi 19 octobre



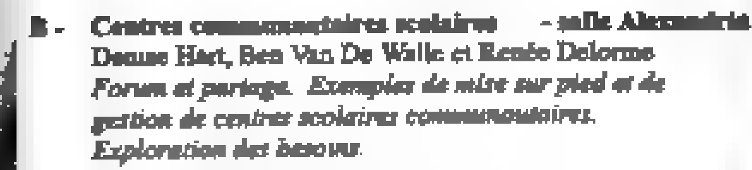
Les ateliers !





8 h 45 à 10 h 15

A - Arts, Culture et Communauté - salle Guéridon
Louisette Villeneuve



B - Centres communautaires scolaires - salle Alexandria
Denise Hart, Ben Van De Walle et Renée Delorme
Forum et partage. Exemples de mise sur pied et de gestion de centres scolaires communautaires. Exploration des besoins.

C - Correspondants du Franco - salle Atlanta
Patricia Hébe
Rôles d'un journaliste et d'un correspondant. Format de texte, éléments de texte journalistique et techniques photo.

D - Francophonie Jeunesse de l'Alberta - salle Toronto
Paul Dumont
Partenariats à créer entre divers groupes communautaires pour appuyer besoins et aspirations des jeunes francophones.



10 h 30 à 11 h 55

E - FAFA : Alzheimer / Finances - salle Guéridon
Micheline Paré, Sr Simone Michaud, Me Roy Klassen
1 - Comment accompagner une personne souffrant de cette maladie. / 2 - Investissements, planification financière et succession.

F - Le Québec et la francophonie canadienne - salle Alexandria
Richard Barrette
Quelles devraient être les relations entre le Québec et les communautés francophones et acadienne du Canada ?

G - Réseau Francalta - salle Atlanta
Patrick Thibaudeau
Présentation du réseau Francalta et des avantages de modifier soi-même sa page de présentation - evaluation.

H - Programmes collégiaux bilingues - salle Toronto
Giosa Sallustio-Jarvis
Découvrez les détails des programmes de Gestion de bureau et Administration des affaires : pré-requis, objectifs de formation, modèle alternance travail-études, etc.

I - Francophones bâtisseurs : visitez la Cité 1 - Lobby
Claude Moquin et/ou Jacques Tremblay - taxibus
Avant même qu'elle n'ouvre ses portes, découvrez son architecture unique, et son impact sur la communauté. Max. 15 personnes.

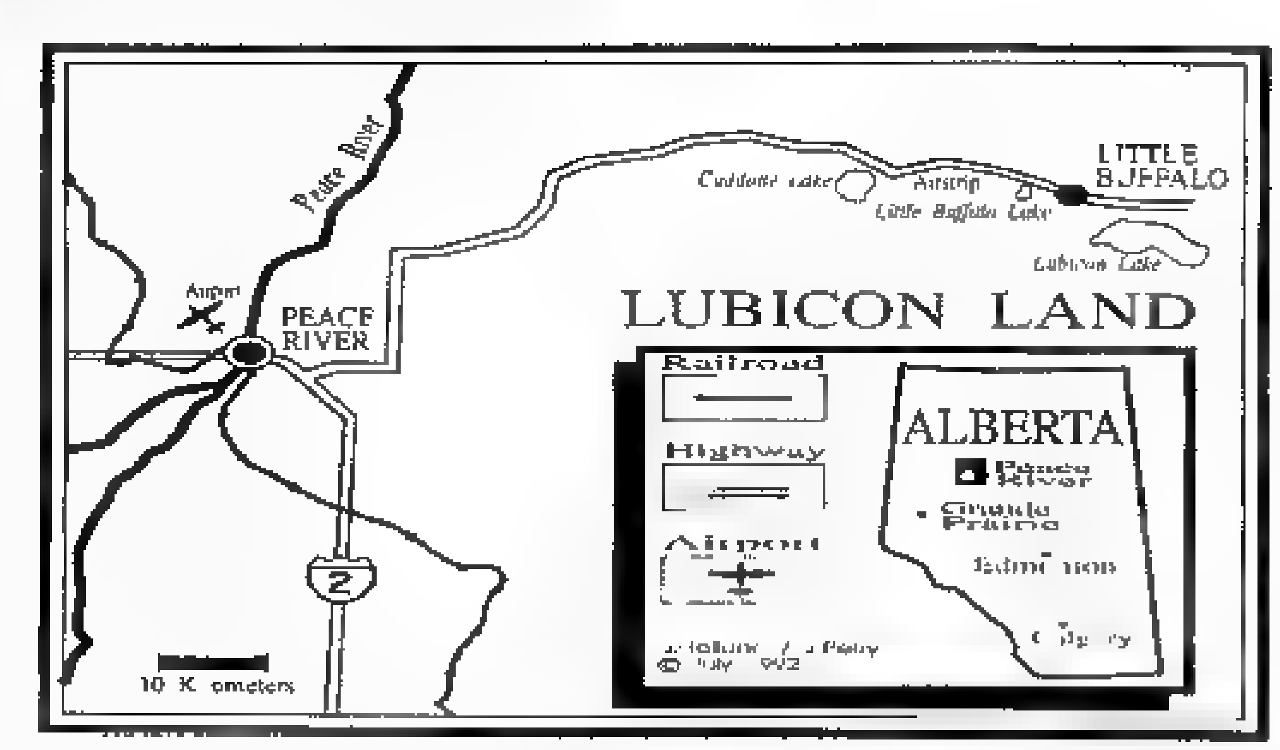
LES LUBICONS

NATHALIE KERMOAL
Collaboration spéciale

L'été dernier, les confrontations entre les autochtones et les forces de police à Gustafsen Lake en Colombie-Britannique et à Ipperwash en Ontario ont fait la une des journaux pendant plusieurs semaines. Au cours de ces deux événements, les médias se sont évertués à présenter les Amérindiens comme des renégats, des terroristes, des fanatiques armés jusqu'aux dents et décidés à faire payer les gouvernements fédéral et provinciaux pour les fautes passées et présentes. En perpétuant un tel portrait, les médias minimisent souvent l'importance des revendications des Premières Nations au Canada car peu de journalistes remettent en question la part de responsabilité qui revient au gouvernement fédéral, peu enclin à vouloir faire avancer les revendications territoriales et la question du gouvernement autonome car trop d'intérêts sont en jeu. Le cas des Lubicons en Alberta illustre bien les difficultés que les Autochtones ont rencontrées et rencontrent encore pour la reconnaissance de leurs droits ancestraux face à des gouver-nements avides d'argent et de terres.

Qui sont les Lubicons?

Les Lubicons font partie de la nation des Cris des Bois occupant un territoire allant de la côte Ouest de la Baie de James et d'Hudson et comprenant aussi le nord du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. Les Cris des bois se divisent en Cris des marais, Cris des Rocheuses et Cris des "strong-woods". Les Lubicons font partie de la dernière catégorie.



Où se situe le territoire des Lubicons aujourd'hui?

Les Lubicons vivent au nord de la province, à 5 ou 6 heures de voiture d'Edmonton et à environ une heure à l'est de Rivière-la-Paix. Leur territoire traditionnel se situe entre la rivière la Paix et la rivière Athabasca.

Tout commence lors de la signature du traité no 8:

Pour achever le schéma de la Confédération commencé en 1867, il était indispensable d'annexer les terres autochtones afin de terminer le chemin de fer qui devait lier la côte atlantique à la côte pacifique pour faire du Canada le pays que l'on connaît. Mais avant d'entreprendre tout travaux, le Dominion devait passer par la signature d'un certain nombre de traités avec les Premières Nations vivant à l'Ouest de Winnipeg. Entre 1871 et 1877, les traités de 1 à 7 (connu sous le nom de traités numérotés) étaient signés dans la région des prairies. Ces derniers ont permis d'ouvrir l'Ouest à la colonisation.

Il faudra attendre 22 ans avant qu'un nouveau traité soit signé et, cette fois-ci, pour des raisons purement économiques, afin de permettre l'exploitation des ressources naturelles dans le nord du pays. Le traité no 8 fut donc signé en 1899.

Qu'est-ce qu'un traité?

Les traités sont des accords signés entre la Couronne et les groupes autochtones. Ces derniers concédaient leurs terres et leurs droits ancestraux contre des paiements, la promesse de recevoir une éducation et une assistance agricole du gouvernement, une réserve, le droit de chasser et de pêcher sur ce nouveau territoire. Il est évident que les termes pouvaient varier d'un traité à l'autre.

Pourquoi avoir signé les traités?

(1ère partie)

savaient que leurs manières ancestrales de vie, basées sur la chasse, la pêche et la cueillette étaient appelées à disparaître. Ils espéraient que la signature d'un traité les aiderait à faire la transition vers une vie plus sédentaire.

Cependant, le cas des Lubicons est assez particulier puisque lors de la signature du traité no 8, les représentants du gouvernement les ont oubliés. Voyageant par canots, ils ont fait un cercle autour du territoire réclamé aujourd'hui par les Lubicons, s'arrêtant aux postes de traite et dans les missions que les Amérindiens fréquentaient régulièrement, mais sans jamais les rencontrer.

L'erreur commise par les représentants du gouvernement allait engendrer les problèmes que nous connaissons aujourd'hui.

Le problème:

Le gouvernement fédéral savait pertinemment qu'un certain nombre de bandes n'avaient pas participé à la signature du traité. Toutefois, il a imposé l'attachement de ces bandes à ce dernier car il s'attendait à ce que le mot de la signature de ce document passe de bouche à oreille et que les Autochtones viennent chercher leurs paiements. Ce n'est que vers 1910 que les Lubicons entendront parler du traité no. 8 et, peu à peu, les membres viendront chercher l'argent du fédéral à Whitefish Lake, qui était en fait une agence qui s'occupait d'un autre groupe de Cris. En 1935, à la stupéfaction des résidents du lac Lubicon, le gouvernement fédéral leur annonça qu'ils faisaient partie de la bande de Whitefish Lake et que, de ce fait, ils devaient déménager car il vivaient en dehors des terres réservées. Les Lubicons protestèrent et demandèrent au gouvernement le droit d'avoir leur propre réserve. Afin de déterminer s'ils avaient un tel droit, le gouvernement a envoyé un inspecteur albertain pour enquêter. Il conclut son rapport en insistant sur le fait que les Lubicons étaient bien un groupe distinct de celui de Whitefish Lake, et qu'ils avaient donc le droit d'avoir leur propre réserve. Le gouvernement Canadien acceptera cette recommandation et établira que pour un groupe de 127 personnes (suivant le recensement fédéral de l'époque), 128 acres par personne seraient suffisants, soit une réserve de 25 milles carré.

En 1940, les limites préliminaires de la réserve sont déterminées. Cependant, l'arpentage sur le terrain est retardé à cause de la Seconde Guerre Mondiale.

Lors de l'été 1942, un homme du nom de Malcolm McCrimmon est envoyé en Alberta afin de s'assurer que les listes de paiement soient en ordre. McCrimmon, patriote jusqu'au bout des ongles, part du principe que toutes les ressources du Canada doivent être mises derrière l'effort de guerre et qu'il est là pour s'assurer que les Indiens ne reçoivent pas quelque chose pour rien. Afin de répondre à son idéal, McCrimmon prendra sur lui de réécrire les conditions d'éligibilité autour des paiements et de vérifier que ceux qui avaient été ajoutés sur les listes après 1912 soient automatiquement éliminés. McCrimmon enlèvera plus de 700 noms incluant 90 des 154 membres de la bande des Lubicons à l'époque. Il se prononca aussi contre l'établissement d'une réserve car, grâce à ses omissions, il n'y avait pas assez de Lubicons inscrits pour justifier une telle action.

La question des terres des Lubicons ressurgira de nouveau dans les années 50. La province de l'Alberta, impatiente de développer ce territoire, envoie plusieurs dépêches à Ottawa indiquant qu'elle était prête à céder les 25 milles carré du lac Lubicon avec les droits miniers. Cette démarche était d'autant plus importante que des compagnies pétrolières étaient intéressées par le territoire. Cependant, avant de pouvoir donner le feu vert à la prospection, il fallait déterminer le sort des Lubicons. McCrimmon, ayant monté en grade à Ottawa, répondra que le lac Lubicon n'est pas un bon endroit pour une réserve et que celle-ci devrait être créée ailleurs et qu'aucun droit minier ne devrait être cédé.

En 1954, la province lancera un dernier ultimatum à Ottawa en demandant au gouvernement fédéral de définir le statut du lac Lubicon dans une limite de 30 jours sinon ce territoire sera alors considéré comme une terre de la province. Ottawa fera la sourde oreille.

La province de l'Alberta, poussée par le gouvernement fédéral, se verra donc dans l'obligation de régler la question des Lubicons, non pas pour les aider mais pour les neutraliser afin qu'ils n'arrêtent pas le progrès. La solution au problème était donc de leur refuser leurs droits ancestraux dans la zone réservée au développement et de les déplacer de la région. Cependant, comme si le fait de voler leurs terres ne suffisait pas, il semble qu'au sein du gouvernement provincial, il y eut une certaine réticence à donner aux Lubicons une réserve de remplacement.

C'est dans l'intérêt des grandes compagnies de pétrole que les Lubicons terminent la dernière décennie des années 50 avec les gains des années 30 et des années 40 pour ainsi dire réduits en poussière.

...suite de la page 4

dans ce pays.

Non seulement (...) la communauté fransaskoise a-t-elle été placée dans une position d'accepter une baisse inqualifiable lors de la troisième entente Canada-communauté fransaskoise, voilà que maintenant vous vous mettez en air de faire des extrapolations qui supposent une inexistence de la communauté fransaskoise (...)

Madame la ministre, vous venez de commettre une insulte absolument inqualifiable envers la communauté fransaskoise (...) qui demande des excuses sur ces propos et une révision du processus de compressions budgétaires de façon à protéger les acquis de communication obtenus de longue lutte en Saskatchewan.

Fransaskoisement vôtre,

Michel Vézina
Président de l'ACFC



L'artiste et graphiste Lynda Gagnon-Holmstrom quitte notre province après plus de neuf ans passés en sol albertain. Elle poursuivra sa démarche artistique à Trois-Rivières où l'attendent plusieurs projets prometteurs. Mme Holmstrom était représentante des arts visuels au Comité culturel provincial et a participé à l'organisation de nombreuses activités pour le Centre Marie-Anne Gaboury et l'ACFA régionale d'Edmonton tant sur le plan culturel que dans le domaine de la condition féminine. Elle a aussi occupé le poste de graphiste au Franco jusqu'en mai dernier. Ses ami.es francophones lui souhaitent leurs meil-leurs voeux de succès.

Merci Lynda!

LE FRANÇAIS, JE LE PARLE PAR COEUR!

DÉCÈS NOLETTE



À Edmonton le 7 septembre 1996, à l'âge de 78 ans, est décédé paisiblement M. Georges Aurèle Nolette. Il est né le 19 novembre 1917 à St-Sylvestre au Québec. Il a quitté sa province natale à un très jeune âge avec ses parents pour se rendre en Alberta, d'abord à Pickardville et à St-Paul, pour finalement s'installer à Girouxville dans la région de la Rivière-la-Paix en 1928.

En 1941, Georges épouse Irène Laverdière et ils continuent tous les deux à travailler sur la ferme à Girouxville jusqu'en 1967. A l'automne de la même année, ils déménagèrent à Edmonton.

Georges était très fier de sa famille. Caractérisé par un amour profond du travail, tous se souviendront de Georges comme celui qui était toujours prêt à rendre un petit service. Il était tenace et les heures ne comptaient pas pour lui.

Georges s'est toujours occupé des oeuvres paroissiales et des organisations de la région. Membre des Chevaliers de Colomb depuis 1948, il a été un des organisateurs pour former l'assemblée Jacques Cartier qui fut fondée le 4 avril 1987 car il tenait beaucoup à appartenir à un conseil français.

Il laisse dans le deuil son aimable épouse Irène, ses six enfants: André (Jeannette) Nolette de Girouxville, Gertrude (Robert) Girard de St-Albert, René (Denise) Nolette de Sicamous, C.-B., Léo (Dolorèse) Nolette de Girouxville, Denise (Allan) Chesterman de Wainwright et Roland (Dianne) Nolette d'Edmonton, ainsi que ses 19 petits-enfants et ses quatre arrière-petits-enfants. Il laisse également dans le deuil deux soeurs: Odula McDonald d'Edmonton et Rita Winter de la Californie, E.-U.; ainsi que plusieurs belles-soeurs, beaux-frères, nièces, neveux et amis.

Les prières et la messe de la Résurrection ont eu lieu en l'église St-Joachim d'Edmonton le 10 septembre 1996. Le Révérend père Maurice Beauregard présidait. Il y eut une garde d'honneur par les Chevaliers de Colomb d'Edmonton. Georges Nolette repose maintenant dans le cimetière paroissial Notre-Dame de Lourdes de Girouxville. Son départ laisse un vide chez tous ceux qui l'ont aimé.

REMERCIEMENTS

La famille Nolette désire remercier tous les parents et amis qui, lors du décès de M. Georges Aurèle Nolette survenu le 7 septembre 1996, à l'âge de 78 ans, lui ont témoigné des marques de sympathie soit par offrandes de messes, assistance à la veillée de prières et aux funérailles. Merci au père Beauregard pour sa participation aux prières et la messe de Résurrection ainsi qu'au père Picotte pour sa participation à l'enterrement. Merci aux Chevaliers de Colomb, assemblée Jacques Cartier et au personnel de Floral Chapels Connelly-McKinley Ltd pour leur aide et soutien.

La famille Nolette

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.

Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82e Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

Précepteur, assistance en français, anglais et histoire, niveau 6e à 9e année, anglais pour adultes, frais très raisonnables. Info: 466-2754 (16-10)

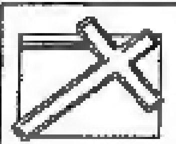
Recherche gardienne, non-fumeur, pour garder 2 enfants de 1 et 3 ans à mon domicile. Valérie au 468-7764 ou 463-8837 (25-10)

Appartement à louer, 2 ch. à coucher, près de la Faculté Saint-Jean, ensoleillé, tapis neuf. Info: 469-1541 (25-11)

Recherche une pensionnaire (logée et nourrie) non-fumeur, demeure près du Carrefour Info: 465-3567 (16-10)

AIDER LE MONDE MOT À MOT

CODE
L'autonomie grâce à l'alphabétisation dans le monde en développement
1-800-661-2633



PRIÈRE AU ST-ESPRIT

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la **PRIÈRE AU ST-ESPRIT** dans **LE FRANCO**. Vous devez inclure avec votre demande la somme de 21,40$ (TPS comprise). n'oublier pas d'inscrire vos initiales.

LE FRANCO
8923 - 82 Avenue
Edmonton, Alberta
T6C 0Z2



Nettoyage de tapis, fauteuils et plafonds avec le système **Fabri Zone**

Tapis nettoyés, purifiés et secs en dedans de 2 heures

J.-M. Cadrin
9929 - 95 Rue, Edmonton, Alberta
T6C 3W6

Service (24 heures)
426-6625
Rés.: 468-3087, Téléc.: 463-2514



BERMONT REALTY (1983) LTD
MEMBRE DU EDMONTON REAL ESTATE BOARD

Nous desservons Edmonton et la région

GUY C. HEBERT
200 - 14 RUE PERRON, ST-ALBERT (ALBERTA) T8N 1E4
Rés.: 459-5491 **Bur.: 459-7786** Téléc.: 459-0235



Téléphone (403) 466-8565

PATENAUDE COMMUNICATIONS
Jean Patenaude, réalisateur
Vidéo - radio - télévision
8408 - 66 rue, Edmonton, Alberta T6B 1H7 Canada



☐ 1 AN • 26,75$ ☐ 2 ANS • 48,15$
☐ HORS CANADA • 1 AN • 51,36$
(TPS incluse • Tous les tarifs)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

Nom: ____________
Adresse: ____________
Ville: ____________ Province: ____________
Code postal: ____________
Téléphone: ____________

Votre chèque ou mandat poste libellé à l'ordre du Franco
(En lettres moulées S.V.P.)
8923-82 avenue • Edmonton • Alberta • T6C 0Z2
Tél.: 465-6581 • Téléc.: 469-3647 • lefranco@compusmart.ab.ca



Paroisses francophones

Messes du dimanche

EDMONTON

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165e Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30, 11h00

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Vendredi et samedi: 17h
Dimanche: 9h30

Beaumont, Saint-Vital
Beaumont, Saint-Vital
4905 - 50e Rue
Dimanche: 9h30

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5 Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

PEACE RIVER

Our Lady of Peace
10405 - 99e Rue
3e dimanche du mois
à 12h30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

SAINT-PAUL

1er, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche à 9h30

Connelly McKinley Ltd.
Salon funéraire



10011 - 114e Rue
Edmonton, Alberta
422-2222

9, Muir Drive
St-Albert
458-2222

255, rue Fir
Sherwood Park
464-2226

Chères clientes,

Le magasin **EATON'S** au **WEST EDMONTON MALL** est heureux de vous inviter au comptoir **ESTÉE LAUDER** du 8 au 26 octobre 1996 pour profiter de notre magnifique prime **CADEAU AVEC ACHAT** comprenant 7 items maquillage et fragrance (achat minimum de 21,00$ ou plus).

Pour une consultation en français, communiquez avec Nicole Lasnier-Wallace au 444-5411 poste 5116 ou présentez-vous au magasin.

EATON'S. *On veut être votre magasin.*

Dr J. Georges Sabourin
B.A., M.D., F.R.C.S. (C)

303 Hys Centre • 11010 - 101e Rue
Edmonton, Alberta T5H 4B8

Obstétricien **Tél.: 421-4728** *Gynécologue*

DR COLETTE M. BOILEAU
DENTISTE

350, West Grove Professional Bldg.
10230 - 142e Rue, Edmonton, Alberta T5N 3Y6

Tél.: 455-2389

CADRIN DENTURE CLINIC
Bernard Cadrin

Édifice G.B. 9562 - 82e Avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal
Bur.: **439-6189** Rés.: **465-3533**

Dr Léonard Nobert
Dentiste

54 Rue St. Micheal, St-Albert, Alberta T8N 1C9
Téléphone: 459-8216

DR R.D. BREAULT
• DENTISTE •

Strathcona Medical Dental Bldg.
Pièce 302, 8225 - 105e Rue, Edmonton, Alberta T6E 4H2
Tél.: 439-3797

McCuaig Desrochers
BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS NOTAIRES

Au service de la francophonie albertaine

2401 Toronto Dominion Tower
Edmonton Centre N.W.
Edmonton ab T5J 2Z1

Tél.: (403) 426-4660
Fax.: (403) 426-0982

DUROCHER SIMPSON
AVOCATS
Service personnalisé et efficace
d'une équipe d'avocats expérimentés
Contactez: Me Allan W. Damer, avocat
EDMONTON: 801 Esso Tower, Scotia Place,
10060 avenue Jasper
Tél.: 420-6850
MORINVILLE: 10201 100 avenue
Tél.: 939-2936 (mardi et jeudi)